

L'Espagne ne trouve pas d'issue au labyrinthe vers la formation d'un gouvernement



Par Guillermo Alvarado

Plus d'une centaine de jours se sont écoulés depuis les élections législatives du 20 décembre dernier et l'Espagne n'a toujours pas un nouveau gouvernement. Il s'agit de la crise politique la plus prolongée depuis la fin de la dictature de Franco et le début de la dite étape démocratique dans ce pays européen.

De nombreuses tentatives ont été réalisées. Les unes ont échoué parce qu'aucun parti n'a la force nécessaire pour imposer sa ligne. Le seul point sur lequel la majorité des forces politiques semblent être d'accord, est que l'actuel président du gouvernement, Mariano Rajoy, doit quitter le pouvoir.

Cette semaine, le Parti Socialiste Ouvrier Espagnol, le PSOE et le parti Podemos, ont fait d'importants pas vers la formation d'un gouvernement, mais presque immédiatement, le parti de droite Ciudadanos a dit qu'il n'accepterait pas ce pacte y compris si Pablo Iglesias, leader de Podemos, renonce à occuper un poste à la direction du pays.

Comme l'on sait les dernières élections législatives ont mis un terme au bipartisme traditionnel qui a régné durant des décennies en Espagne, mais elles ont laissé un Parlement très fragmenté, ce qui oblige à des négociations ardues et stériles.

Le Parti Populaire de Rajoy, a techniquement gagné les élections avec 123 sièges, suivi du PSOE, qui en a obtenu 90. Podemos avec 69 est venu 3è et Ciudadanos a conquis 40 curules.

Pour former un gouvernement il faut au moins l'appui de 176 législateurs au premier tour et la majorité simple lors du second tour. Ce qui n'est pas arrivé, pour la première fois dans l'histoire de ce pays.

Le temps passe. Dans un mois, le 2 mai, le délai octroyé par la loi arrive à échéance. Si un gouvernement n'est pas formé à cette date, il faudra convoquer de nouvelles élections, probablement fin juin et dont les résultats sont imprévisibles, de telle sorte que la crise pourrait s'étendre indéfiniment.

Le comble. On a appris ces jours-ci que l'Espagne ne s'est pas acquittée de ses engagements financiers auprès de l'Union Européenne, puisqu'elle a un déficit dans ses comptes publics de 5,2%, supérieur à ce qui avait été décidé avec Bruxelles qui exige un plafond maximum de 3 points, même si en 2015 elle avait donné au gouvernement de Rajoy une marge de jusqu'à 4 %.

Cela complique encore davantage la situation du Parti Populaire, de droite, au cas d'éventuelles élections. La société est mécontente suite aux mesures de rajustement appliqués qui ont plongé dans la pauvreté et au chômage à des millions de personnes cette dernière décennie.

Ce qui est incroyable, dans cette situation, c'est que malgré le désastre causé à son propre pays, Mariano Rajoy se permet encore de donner des leçons de démocratie au Venezuela comme s'il était un exemple à suivre.

Il est vrai que l'on ne voit pas la poutre dans son œil, mais ce serait bien si le président du gouvernement espagnol en fonctions, trouvait un grand miroir ou du moins qu'il applique le vieux dicton qui dit : trop parler, nuit.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/89176-lespagne-ne-trouve-pas-dissu-au-labyrinthe-vers-la-formation-dun-gouvernement>



Radio Habana Cuba